

Art. 13. De beschikkingen die de voorzitter van de rechtbank neemt op grond van de artikelen 80 en 89 van het Gerechtelijk Wetboek of op grond van dit reglement, worden ter griffie van de rechtbank aangeplakt. Deze beschikkingen worden onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het Hof van Beroep te Gent en van de procureur des Konings.

Wanneer deze beschikkingen betrekking hebben op sociaalrechtelijke misdrijven worden zij ook ter kennis gebracht van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Gent, de arbeidsauditeur te Gent en de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Gent.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 18 september 2008 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de rechtbank van eerste aanleg te Gent wordt opgeheven.

Art. 15. Dit reglement treedt in werking op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. De Minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 februari 2012.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Art. 13. Les ordonnances prises par le président du tribunal sur la base des articles 80 et 89 du Code judiciaire ou du présent règlement, sont affichées au greffe du tribunal. Le premier président de la cour d'appel de Gand et le procureur du Roi en sont immédiatement informés.

Lorsque ces ordonnances portent sur des délits socio-judiciaires, elles sont également communiquées au président du tribunal du travail de Gand, à l'auditeur du travail de Gand et au premier président de la cour du travail de Gand.

Art. 14. L'arrêté royal du 18 septembre 2008 établissant le règlement particulier du tribunal de première instance de Gand est abrogé.

Art. 15. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 février 2012.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 715

[C – 2012/29089]

1^{er} FEVRIER 2012. — Décret modifiant la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse, de membres du personnel enseignant et l'arrêté royal du 27 octobre 1967 fixant les modalités d'application de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à la loi du 29 mars 1965
relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse, de membres du personnel enseignant

Article 1^{er}. La loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse, de membres du personnel enseignant est remplacée par le texte suivant :

«Article 1^{er}. - Les membres du personnel enseignant qui sont nommés à titre définitif dans des établissements d'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française peuvent être mis, par le pouvoir organisateur, à la disposition des organisations de jeunesse agréées par le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux organisations de jeunesse en vue d'y assurer, à la demande de celles-ci la formation et le soutien des cadres ou de l'organisation pédagogique, à l'exception des fonctions de secrétariat, d'administration ou de direction.

Le présent décret n'est pas applicable aux membres du personnel qui n'exercent que des fonctions accessoires ni aux membres du personnel de l'enseignement universitaire ou maritime.

Le Gouvernement fixe le nombre de personnes pouvant être mises à la disposition des organisations de jeunesse par application de l'alinéa 1^{er} sans porter préjudice à l'article 66 et 67bis du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux organisations de jeunesse.

Article 2. Les membres du personnel des établissements subventionnés qui sont mis à la disposition des organismes visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, jouissent en ce qui concerne leur situation pécuniaire, du régime appliqué dans les mêmes conditions au personnel des établissements de la Communauté française.

Ce régime est défini par le Gouvernement.

Article 3. Sur avis de la Commission Consultative des Organisation de Jeunesse, le Gouvernement détermine :

1° les conditions auxquelles les organisations de jeunesse doivent satisfaire pour que des membres du personnel enseignant soient mis à leur disposition;

2° les modalités de répartition des membres du personnel entre les diverses organisations de jeunesse sans porter préjudice aux articles 54, 66 et 67bis du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux organisations de jeunesse;

3° la durée minimum et maximum pendant laquelle ils peuvent être mis à la disposition des organisations de jeunesse;

4° les conditions d'exercice de leur mission par les membres du personnel enseignant mis à la disposition des organisations de jeunesse en vertu du présent décret. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 27 octobre 1967 fixant les modalités d'application de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant*

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 27 octobre 1967 fixant les modalités d'application de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° être agréé comme organisation de jeunesse selon les critères fixés par le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse. ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes : au 1°, les mots « et de 40 ans au plus » sont supprimés.

Art. 4. L'article 7 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. La durée de la mise à la disposition est fixée à trois ans renouvelables. La durée maximale de la mise à disposition ne peut excéder dix-huit années consécutives. ».

Art. 5. Dans l'article 11 du même arrêté royal, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « du Conseil national de la Jeunesse » sont remplacés par les mots « de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse »;

2° les mots « Ministre de la Culture française » sont remplacés par les mots « Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant en charge les politiques de la Jeunesse ».

Art. 6. Dans les articles 4, alinéa 1^{er}, 6, 8, 9, alinéa 2, 13 et 14 du même arrêté royal, les mots « Ministre de la Culture française » sont remplacés par les mots « Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant en charge les politiques de la Jeunesse ».

Art. 7. Dans l'article 17 du même arrêté royal, les mots « à laquelle il aura atteint l'âge de quarante ans » sont remplacés par les mots « du terme de sa mise à disposition. »

CHAPITRE III. — *Modifications au décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions aux organisations de jeunesse*

Art. 8. L'article 67 est remplacé par le texte suivant :

« Outre la disposition prévue par l'article 66, le Gouvernement, afin de renforcer également les équipes pédagogiques des organisations de jeunesse, octroie, sur proposition de la C.C.O.J. et dans le respect des dispositions de l'article 54, des subventions complémentaires forfaitaires de 8.000 euros aux O.J. pour des emplois dont le nombre est fixé par le Gouvernement et qui bénéficient d'une aide telle que prévue par le décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Le Gouvernement peut arrêter, le cas échéant, les modalités d'octroi et le montant d'une subvention complémentaire forfaitaire aux O.J. pour des emplois dont le nombre est fixé par le Gouvernement et qui bénéficient d'une aide telle que prévue par l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés. ».

Art. 9. Un article nouveau est intégré après l'article 67. Il est libellé comme suit :

« Article 67bis. — Sans préjudice de l'application de l'article 66 du décret, une ou plusieurs organisations de jeunesse peuvent établir une convention entre elles concernant les postes visés au même article 66. Le Gouvernement est chargé de fixer les procédures et les conditions afférentes à ce dispositif ainsi que le modèle de convention. Le Gouvernement est chargé de valider les conventions établies au nom du présent article. »

Art. 10. Un alinéa complète l'article 54. Il est rédigé comme suit :

« La sous-commission prend acte à chaque séance des nouvelles conventions établies en vertu de l'article 67bis du décret et les transmet directement au Gouvernement pour validation. »

Art. 11. Au troisième alinéa de l'article 54, il est ajouté un 4° et un 5° rédigés comme suit :

« 4° définition des critères permettant une évaluation de la répartition des emplois pédagogiques qui relèvent de sa mission visée à l'alinéa 1^{er}, 2°. Ces critères sont validés par le Gouvernement sur avis conforme de la sous-commission avant la première évaluation.

5° évaluation, tous les deux ans, sur base de ces critères, de la répartition des emplois pédagogiques qui relèvent de sa mission visée à l'alinéa 1^{er}, 2°. »

Art. 12. L'article 86, 7° est modifié comme suit :

« l'article 66 et l'article 67bis qui entrent en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement sur proposition unanime de la CCOJ. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 13. Les détaché(e)s pédagogiques en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont concernés par les modalités qu'il instaure. En ce qui concerne la durée du détachement, celle-ci est réputée avoir débuté au commencement de leur premier détachement.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} février 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

Note

Session 2011-2012.

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 284-1. — Amendements de commission, n° 284-2. — Rapport, n° 284-3

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 1^{er} février 2012.

ANNEXE 1^{re}

Détachés pédagogiques

1	Jeunes MR	Jeunes et Libres	1/01/2012	31/12/2013	1
2	FEL	Jeunes et Libres	1/01/2012	31/12/2013	1
3	J.R.L	Jeunes et Libres	1/09/2010	31/08/2012	1
4	Delipro	Jeunes et Libres	1/09/2010	31/08/2012	1
5	Besace asbl	Jeunes et Libres	1/09/2011	31/08/2013	1
6	reform	Jeunes et Libres	1/09/2011	31/08/2013	1
7	Delipro	Jeunes et Libres	1/09/2011	31/08/2013	1
8	Jeunes et Libres	Jeunes et Libres	1/09/2011	31/08/2013	1
9	Besace asbl	Jeunes et Libres	1/09/2011	31/08/2013	1
10	reform	Jeunes et Libres	1/09/2011	31/08/2013	1
11	reform	Jeunes et Libres	1/09/2011	31/08/2013	1
					11
1	Confédération parascolaire	COJ	1/01/2012	31/08/2013	1
2	COJ	COJ	1/09/2010	31/08/2012	1
3	C-Paje	COJ	1/09/2010	31/08/2012	1
4	Jeunesses musicales	COJ	1/09/2010	31/08/2012	1
5	SGP	COJ	1/09/2010	31/08/2012	1
6	SCI	COJ	1/09/2010	31/08/2012	1
7	SIEP	COJ	1/09/2010	31/08/2012	1
8	Solidarité	COJ	17/01/2011	31/08/2012	1
9	Université de PAIX	COJ	1/09/2010	31/08/2012	1
10	FUGEA	COJ	1/01/2011	31/08/2012	1

11	Jeunesses scientifiques	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
12	CREE asbl	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
13	Auberges de Jeunesse	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
14	JAVVA	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
15	CJLg	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
16	CJB L'autre voyage	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
17	Fédération Infor Jeunes Wallonie Bruxelles	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
18	FMJ	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
19	Féd. Belge d'Impro. Amateur	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
20	Unecof	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
21	AFS Programmes interculturels	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
22	Vacances Vivantes	COJ	1/09/2011	31/08/2012	1
23	Croix Rouge de Belgique	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
24	Cemea asbl	COJ	1/09/2011	31/08/2012	1
25	CFA	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
26	Fédération Francophone des Ecoles de Devoirs	COJ	1/09/2011	31/08/2013	1
27	Défi Belgique Afrique	COJ	1/01/2012	31/08/2013	1
28	SSW	COJ	1/01/2012	31/08/2013	1
29	Compagnons bâtisseurs	COJ	1/01/2012	31/08/2013	1
30	COJ	COJ	1/01/2012	31/08/2013	1
					30
1	Jeunes CSC	CJC	1/01/2012	31/12/2013	1
2	ICC	CJC	1/09/2010	31/08/2012	1
3	FNP	CJC	1/09/2010	31/08/2012	1
4	I.C.C.	CJC	1/09/2010	31/08/2012	1
5	ICC	CJC	1/01/2012	31/12/2013	1
6	Indications	CJC	15/10/2011	31/08/2012	0,4
	Indications	CJC	1/09/2010	31/08/2012	0,6
7	Jec	CJC	1/09/2010	31/08/2012	1
8	GCB	CJC	1/09/2010	31/08/2012	1
9	ACMJ	CJC	1/01/2011	31/12/2012	1
10	CBTJ – Gîtes d'Etapes	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
11	JOC	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
12	Guides Catholiques de Belgique	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
13	FNPF	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
14	CJC	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
15	Jeunes CSC	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
16	SIAJ	CJC	1/09/2011	31/08/2012	1
17	CJC	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
18	CJD	CJC	1/09/2011	31/08/2013	1
19	CJC	CJC	1/01/2012	31/12/2013	1
					19
1	Fédération des Scouts	NC	1/09/2011	31/08/2013	1
2	Fédération des Scouts	NC	1/09/2011	31/08/2013	1
3	CNAPD	Non Conf	1/09/2011	31/08/2013	1

					3
4	Empreintes asbl	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
5	Jeunes FDF	Relief	1/09/2011	31/08/2012	1
6	FCJMP	Relief	1/09/2011	31/08/2012	1
7	Jeunes CDH	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
8	Coala	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
9	Arc en Ciel	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
10	Relief	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
11	Ecolo-J	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
12	Quinoa	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
13	Asmae	Relief	1/09/2011	31/08/2013	1
					10
1	Jeunesses Syndicales FGTB	RésoJ	1/01/2012	31/08/2013	1
2	contact J	RésoJ	1/09/2010	31/08/2012	1
3	Faucons Rouges	RésoJ	1/09/2010	31/08/2012	1
4	CIDJ	RésoJ	1/09/2010	31/08/2012	1
5	Faucons Rouges	RésoJ	1/09/2010	31/08/2012	1
6	Etudiants FGTB	RésoJ	1/09/2010	31/08/2012	1
7	CIDJ	RésoJ	1/09/2011	31/08/2013 1	1
8	For'J asbl	RésoJ	1/09/2011	31/08/2013	1
9	Latitudes Jeunes	RésoJ	1/09/2011	31/08/2013	1
10	Latitudes Junior	RésoJ	1/09/2011	31/08/2013	1
11	For'J asbl	RésoJ	1/09/2011	31/08/2013	1
12	For'J asbl	RésoJ	1/09/2011	31/08/2013	1
13	Mouv des Jeunes Soc	RésoJ	1/09/2011	31/08/2012	1
14	Réso-J	RésoJ	1/09/2011	31/08/2013	1
15	Réso-J	RésoJ	1/01/2012	31/08/2013	1
16	Oxyjeunes	RésoJ	1/09/2011	31/08/2012	1
					16

Total 89

ANNEXE 2 - COMPLEMENTS ARTICLE 67

OJ	nbre cplts art 67
Relie-F	15
CJC	7
Résonance	1
Les Scouts	1
Solidarité	1
Confédération parascolaire	1
SJ CEMEA	1
Jeunesses scientifiques	1
FMJ	1
C Paje	1

CJLg	1
Croix-Rouge jeunesse	1
Compagnons bâtisseurs	1
Groupe IFAC	1
Nature et Loisirs	1
SSW	1
FBIA	1
SCI	1
SGP	1
Jeunesses Musicales	1
CFA	1
	41

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 715

[C – 2012/29089]

1 FEBRUARI 2012. — Decreet tot wijziging van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties en van het koninklijk besluit van 27 oktober 1967 houdende vaststelling van de modaliteiten tot toepassing van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties

Artikel 1. De wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De vastbenoemde leden van het onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of georganiseerde onderwijsinrichtingen, kunnen door de inrichtende macht ter beschikking gesteld worden van jeugdorganisaties erkend door het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties om er, op hun verzoek, de opleiding en de ondersteuning van het kader of de pedagogische inrichting op zich te nemen, met uitsluiting van de secretariaats-, bestuurs- en leidingsambten.

Dit decreet is niet van toepassing op de personeelsleden die slechts bijkomende ambten uitoefenen of op leden van het personeel van het universitair of zeevaart onderwijs.

De Regering bepaalt het aantal personen die ter beschikking gesteld mogen worden van de jeugdorganisaties met toepassing van het eerste lid en onverminderd artikel 66 en artikel 67bis van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties.

Art. 2. De personeelsleden van de gesubsidieerde inrichtingen die ter beschikking gesteld worden van de organisaties bedoeld in artikel 1, eerste lid, genieten, wat hun geldelijke toestand betreft, de regeling die onder dezelfde voorwaarden toegepast wordt op het personeel van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Deze regeling wordt door de Regering bepaald.

Art. 3. Op advies van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties bepaalt de Regering :

1° de voorwaarden waaraan de jeugdorganisaties moeten voldoen opdat de leden van het onderwijzend personeel te hunner beschikking worden gesteld;

2° de nadere regels voor de verdeling van de personeelsleden tussen de diverse jeugdorganisaties onverminderd de artikelen 54, 66 en 67bis van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

3° de minimale en maximale duur gedurende welke ze ter beschikking kunnen gesteld worden van de jeugdorganisaties;

4° de voorwaarden waaronder de leden van het onderwijzend personeel, die krachtens dit decreet, ter beschikking van de jeugdorganisaties worden gesteld, hun opdracht vervullen.

HOOFDSTUK II – *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 27 oktober 1967 houdende vaststelling van de modaliteiten tot toepassing van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties*

Art. 2. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1967 houdende vaststelling van de modaliteiten tot toepassing van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van leden van het onderwijzend personeel ten behoeve van jeugdorganisaties, wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° erkend worden als jeugdorganisatie volgens de criteria bepaald in het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties. ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht : in 1° worden de woorden « die van 40 jaar niet overschreden hebben » geschrapt.

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De duur van de terbeschikkingstelling wordt vastgesteld op een hernieuwbare periode van drie jaar. De maximale duur van de terbeschikkingstelling mag niet achttien jaar achtereenvolgens overschrijden »

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van de Nationale Jeugdraad » worden vervangen door de woorden « van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties »;

2° de woorden « Minister van de Franse Cultuur » worden vervangen door de woorden « Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met het jeugdbeleid ».

Art. 6. In de artikelen 4, eerste lid, 6, 8, 9, tweede lid, 13 en 14 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « Minister van de Franse Cultuur » vervangen door de woorden « Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met het jeugdbeleid ».

Art. 7. In artikel 17 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « dat de leeftijd van veertig jaar bereikt tijdens zijn terbeschikkingstelling » vervangen door de woorden « na zijn terbeschikkingstelling ».

HOOFDSTUK III - *Wijzigingen van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties.*

Art. 8. Artikel 67 wordt vervangen als volgt :

« Naast de bepaling bedoeld in artikel 66, kent de Regering om de pedagogische teams van de jeugdorganisatie ook te versterken, op voorstel van de A.C.J.O. en met inachtneming van de bepalingen van artikel 54, vaste aanvullende subsidies van 8.000 euro toe aan de J.O. voor de betrekkingen waarvan het aantal door de Regering wordt vastgesteld en die in aanmerking komen voor zulke tegemoetkoming zoals voorzien in het decreet van het Waals Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkoeken door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

De Regering kan, in voorkomend geval, de nadere regels voor de toekenning en het bedrag van een vaste aanvullende subsidie aan de J.O. vaststellen voor de betrekkingen waarvan het bedrag vastgesteld wordt door de Regering en die in aanmerking komen voor zulke tegemoetkoming zoals voorzien in het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen. »

Art. 9. Er wordt een nieuw artikel ingevoegd na artikel 67, luidend als volgt :

« Art. 67bis. Onverminderd de toepassing van artikel 66 van het decreet kunnen één of meer jeugdorganisaties een overeenkomst opstellen wat betreft de betrekkingen bedoeld in hetzelfde artikel 66. De Regering is belast met het vaststellen van de procedures en voorwaarden inzake dit systeem, alsook het model van overeenkomst. De Regering is belast met de bekrachtiging van de overeenkomsten opgesteld krachtens dit artikel. »

Art. 10. Artikel 54 wordt aangevuld als volgt :

« De subcommissie neemt akte bij elke vergadering van de nieuwe overeenkomsten opgesteld krachtens artikel 67bis van het decreet en bezorgt ze rechtstreeks aan de Regering voor de bekrachtiging ervan. »

Art. 11. In het derde lid van artikel 54 worden de punten 4° en 5° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° definitie van de criteria waarbij de verdeling van de pedagogische betrekkingen die ressorteren onder haar opdracht bedoeld in het eerste lid, 2° geëvalueerd kan worden. Deze criteria worden bekrachtigd door de Regering op eensluidend advies van de subcommissie vóór de eerste evaluatie.

5° evaluatie om de twee jaar op basis van deze criteria, van de verdeling van de pedagogische betrekkingen die ressorteren onder haar opdracht bedoeld in het eerste lid, 2° ».

Art. 12. Artikel 86, 7°, wordt gewijzigd als volgt :

« de artikelen 66 en 67bis die in werking treden op een datum bepaald door de Regering op unaniem voorstel van de A.C.J.O. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsmatregelen*

Art. 13. De pedagogische gedetacheerden die in dienst zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet zijn betrokken bij de nadere regels die het invoert. Wat betreft de duur van de detachering wordt deze geacht begonnen te zijn bij het begin van hun eerste detachering.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 1 februari 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012.

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 284-1. — Commissieamendementen, nr. 284-2. — Verslag nr. 284-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 1 februari 2012.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 716

[C - 2012/29035]

8 DECEMBRE 2011. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, modifié par les arrêtés du 20 novembre 2003, 10 juin 2004, 16 décembre 2005, 24 novembre 2006, 19 octobre 2007, 12 septembre 2008 et 14 mai 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 octobre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 décembre 2011;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission consultative de l'aide aux détenus, donné le 21 juin 2011;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'aide aux détenus dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, remplacé par l'arrêté du 14 mai 2009, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Lorsque plusieurs services d'aide sociale aux détenus sont agréés dans un même arrondissement judiciaire et travaillent dans un même établissement pénitentiaire, une convention de collaboration est passée entre les services d'aide sociale aux détenus concernés, précisant notamment la capacité en nombre de détenus pris en charge par chacun des services d'aide sociale aux détenus. Cette convention est soumise à l'approbation du Ministre, lors de chaque demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément. »

Art. 2. Dans le même arrêté, est inséré un chapitre III/2, contenant l'article 16/3, rédigé comme suit :

« Chapitre III/2 – Des modalités d'intervention du service dans le cadre de la mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 10^o, du décret ».

« Article 16/3. § 1^{er} - Le service qui exerce la mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 10^o, du décret :

1^o assure au sein de l'établissement pénitentiaire la coordination de l'ensemble de l'aide externe, notamment par les éléments suivants :

- a) l'information et la promotion de l'offre d'aide psychosociale externe auprès des détenus;
- b) l'information et la promotion de l'offre de services externes, de manière globale;
- c) l'information et la promotion de toutes les formations et activités;